



SUNLABOB Interview

Partenariats pour les énergies

Se servir des énergies renouvelables pour palier les carences du système d'électrification national, telle est l'une des missions que s'est donné Andy Schroeter lorsqu'il créa l'entreprise commerciale privée laotienne Sunlabob. Depuis dix ans, il développe, sur un modèle original de partenariat entre entreprise, investisseurs privés, ONG et populations locales, des projets visant à fournir de l'énergie dans les zones du pays où le réseau classique fait défaut.



Andy Schroeter
Fondateur et directeur
de Sunlabob

Quelle est la stratégie de Sunlabob en ce qui concerne l'accès à l'énergie pour les populations les plus isolées ?

Andy Schroeter (AS) : La stratégie de Sunlabob est centrée sur la mise en place de solutions permettant l'accès à des énergies durables et renouvelables à partir d'un modèle de partenariat entre le secteur public et le privé. Notre projet, basé sur le système de location de lanterne solaire (SLRS) au Laos, permet de comprendre la façon dont nous

opérons dans ces zones coupées du réseau d'approvisionnement. Notre action s'appuie d'abord sur un entrepreneur du village en charge de la gestion d'une station de chargement d'énergie solaire qu'il loue à Sunlabob. Les utilisateurs se rendent à la station à chaque fois qu'ils souhaitent récupérer une lanterne chargée contre leur lanterne déchargée. Une contribution correspondant à peu près à une dépense en kérosène est demandée aux familles. Elle revient en partie directement à l'entrepreneur en guise de salaire. Un peu moins onéreux, le système est en fait une solution alternative à l'utilisation du kérosène que les ménages ruraux utilisent habituellement pour s'éclairer. Au final l'utilisateur paye pour un service (un nombre d'heures de lumière) plutôt que pour un produit brut. Dans ce cas précis, les fonds émanant d'investisseurs privés (banques d'investissement autant que particuliers souhaitant placer leur argent) ont été prêtés à Sunlabob qui les a placés dans les stations de chargement, tandis que les dons d'associations et d'ONG ont été directement versés au comité du village et ont servi à l'achat initial de lanternes.

« La moitié des utilisateurs exploitent le système pour étendre leur temps d'activité et ainsi augmenter leurs revenus. »

Quel est le rôle des communautés et des entrepreneurs locaux dans vos projets ?

AS : La participation des populations locales est un facteur clé du succès de nos projets dans la mesure où les villageois sont à la fois utilisateurs et actionnaires. Avant toute intervention de Sunlabob, une première phase de consultation a systématiquement lieu avec les villageois et les autorités du village. Dans le cas du système de lanternes solaires, une fois ces villageois favorables au projet, nous mettons en place une période d'essai gratuite qui dure un mois. Cela permet aux participants-pilotes de tester le système avant de l'adopter. Par la suite, des représentants identifiés par la communauté sont nommés pour gérer le projet. La responsabilité se partage entre deux acteurs locaux : le comité d'énergie du village (VEC) et le technicien du village (VT). Composé de quatre à cinq membres, le premier gère le fonds de maintenance des lanternes et prend en charge la responsabilité des lanternes pour le village. Le second, désigné par le comité, s'occupe des lanternes elles-mêmes, de leur entretien, et de la location. Au final les trois quarts de l'argent généré par le projet restent dans la communauté.

Nous sommes convaincus que la responsabilité portée par la population locale autant que le sentiment d'appropriation du projet sont les garants de la pérennité de cette action.

Comment pouvez-vous mesurer l'impact social et environnemental de vos activités ?

AS : Une évaluation détaillée pourra se faire après plusieurs années d'exploitation du système. Mais nous pouvons d'ores et déjà évoquer un retour d'expérience sur certains villages-pilotes au Laos. Ban Thaheua, par exemple, situé dans la région de Bolikhan, à 200 km de la capitale Vientiane, a été identifié comme « très pauvre » par le programme de Croissance Nationale et de Réduction de la Pauvreté du gouvernement. Le peu de maisons qui possédaient de la lumière devaient se servir de batteries de voitures pour générer de l'énergie. Quinze habitations-test sont déjà approvisionnées en énergie solaire pour une utilisation moyenne de trois heures par nuit. Cela permet notamment

Recommandations de lecture

- ☛ **Civil Society and Political Change in Asia: Expanding and Contracting Democratic Space**, Muthiah Alagappa, Stanford University Press, Stanford CA, 2004
Livre disponible sur Google Books
- ☛ **Far Eastern Economic Review**
<http://feer.wsj.com>

- ☛ **Rapport de la Banque Asiatique de Développement 2009**
www.abd.org
- ☛ **Les Civil Society Briefs de la Banque Asiatique de Développement présentent de manière problématisée l'état de la société civile par pays en mettant l'accent sur le développement**
www.abd.org



aux femmes d'effectuer leurs travaux de tissage. Dans d'autres villages, comme Ban Phonlek, la moitié des utilisateurs exploitent le système pour étendre leur temps d'activité (une boutique par exemple) et ainsi augmenter leurs revenus.

Ce modèle peut-il facilement être reproduit ?

AS : Nous avons effectivement déjà implanté le projet en Ouganda et en Afghanistan, où des ajustements ont dû être effectués afin d'adapter le système aux conditions locales. En Afghanistan par exemple, aucun entrepreneur local ne s'engage dans l'implantation du système. Tout l'équipement a été acheté par l'USAID (United States Agency for International Development) qui est aussi en charge d'organiser la livraison des lanternes de façon à respecter les pratiques locales.

Pour garantir le succès du projet au niveau mondial, plusieurs conditions doivent être prises en compte. Idéalement, le système devrait d'abord être mis en place dans des endroits où le soleil est présent en quantité suffisante et auprès de populations organisées au sein d'un village. C'est par ailleurs dans des régions où le kérosène est trop cher pour les particuliers que l'on privilégiera l'implantation. Enfin, le programme pourra être introduit dans les zones où les populations sont en mesure de désigner des entités locales gestionnaires du projet.

Quels sont selon vous les principaux défis concernant l'accès à l'énergie pour les populations exclues du réseau d'alimentation en électricité au Laos ?

AS : Nous devons travailler en priorité sur les barrières à l'expansion de l'accès à l'électricité en République Démocratique Populaire du Laos. L'accessibilité au sens physique du terme est le premier frein à lever. Au-delà des villes principales situées sur la plaine du Mékong, les transports nationaux sont peu développés. Cela rend l'accès aux régions reculées



© Sunlabob

La station de chargement des lanternes solaires est le point de départ du projet SLRS que Sunlabob développe au Laos.

relativement lent et compliqué, notamment durant la saison des pluies. La pauvreté, particulièrement forte dans ces zones isolées, est également un frein majeur à la fois pour l'installation du réseau électrique classique mais aussi pour la mise en place de solutions décentralisées (comme celle que nous proposons). Précisons que c'est l'éloignement des écoles et des dispensaires, la difficulté d'accès aux villages par la route et l'absence d'eau potable qui ont été identifiés par le gouvernement comme les critères définissant les zones à aider en priorité.

Enfin, les infrastructures dédiées aux énergies renouvelables sont encore tout à fait

embryonnaires dans le pays. Seules quelques entreprises locales s'occupent d'approvisionner les villages en énergies renouvelables. C'est le manque de personnel qualifié dans les zones rurales qui freine le développement de telles structures. Au sein du gouvernement, aucune organisation n'existe pour promouvoir et accompagner ce challenge. Au contraire des entreprises qui fournissent de l'électricité classique ou du kérosène et qui perçoivent des financements publics, celles qui tentent de développer des solutions alternatives sont laissées pour compte, ce qui n'encourage pas leur expansion.

Dans la mesure où les discussions avec le gouvernement n'aboutissent pas encore à une prise de décision concrète, le principal défi pour Sunlabob est donc de parvenir à étendre son réseau de partenaires financiers (ONG et investisseurs privés) sans que l'approvisionnement d'énergie en zones rurales s'avère impossible. ■

S.E.

+ d'infos : www.sunlabob.com

☛ **Enterprises in Asia: Fostering Dynamism in SMEs**
www.adb.org

☛ **Asia-Pacific Regional report 2009/10**
Achieving the millennium development goals in an era of global uncertainty
www.mdgasiapacific.org

☛ **Rapport du PNUD: Power, Voices and Rights.**
A Turning Point for Gender Equality in Asia and the Pacific
<http://hdr.undp.org>

☛ **CSR Asia Oxfam Corporate Social Responsibility Survey of Hang Seng Index Constituent Companies 2009 & LRQA: CSR in Asia The Real Picture**
www.csr-asia.com